

Pour les vacances, les profs ne veulent pas revivre le «débrouillez-vous»

A l'approche des congés de février, les syndicats enseignants dénoncent un manque d'anticipation, craignant des annonces de dernière minute préjudiciables pour les élèves.

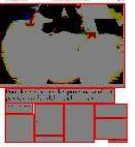
«**O**n est toujours les derniers informés, glisse une enseignante en élémentaire, depuis la Bretagne. A chaque décision, on l'apprend d'abord dans la presse.» Comme elle, nombreux sont les professeurs à attendre les décisions concernant les prochaines vacances. Y aura-t-il trois semaines en février? Ou deux? Pour tout le monde ou seulement par zone? Vendredi, le ministre de l'Éducation nationale indiquait qu'aucune évolution n'était à prévoir prochainement. «Les vacances de février ont vocation à être aux dates prévues, durer deux semaines pour chacune des zones et ne pas être changées», affirmait Jean-Michel Blanquer sur RTL. Reste que, face à la progression de l'épidémie, l'ombre d'un nouveau confinement plane. Et avec elle, des changements concernant l'école. Le président du Conseil scientifique, Jean-François Delfraissy, propose notamment d'allonger la période des vacances scolaires : trois semaines au lieu de deux, et une seule zone plutôt que trois (*lire ci-contre*). «Tant qu'il n'y a pas d'annonces du gouvernement, on reste sur le scénario normal : deux semaines de vacances, différées selon les zones», écartait-on lundi rue de Grenelle.

«**Boule de cristal**». Reste qu'à deux semaines des vacances d'hiver, qui doivent débiter le 6 février pour la zone A, les incertitudes sont nombreuses. Du côté des enseignants, on craint une mesure annoncée à la dernière minute. «Ces solutions sont source de désorganisation», avance Stéphane Crochet, secrétaire général du Syndicat enseignant-Unsa (minoritaire). Ces décisions doivent être annoncées le

plus vite possible. Nous ne voulons pas revivre ce que nous avons connu au printemps.» En mai, après l'annonce de la réouverture des écoles, les directeurs d'établissements et enseignants étaient dans le flou sur la marche à suivre. «On ne s'attend pas à ce que le ministère ait une boule de cristal, avance Jean-Rémi Girard, président du Syndicat national des lycées et collèges (Snalc, minoritaire). Mais que des scénarios, des hypothèses soient proposés. [...] On ne veut pas revivre le coup du "débrouillez-vous".» L'hypothèse d'un calendrier modifié ne rassure pas non plus les parents, à en croire Rodrigo Arenas, coprésident de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE). «Depuis la rentrée, on propose au ministère d'anticiper sur les scénarios possibles. [...] On est toujours en train d'attendre la queue de Mickey. C'est décourageant pour les parents, mais aussi pour les enseignants.»

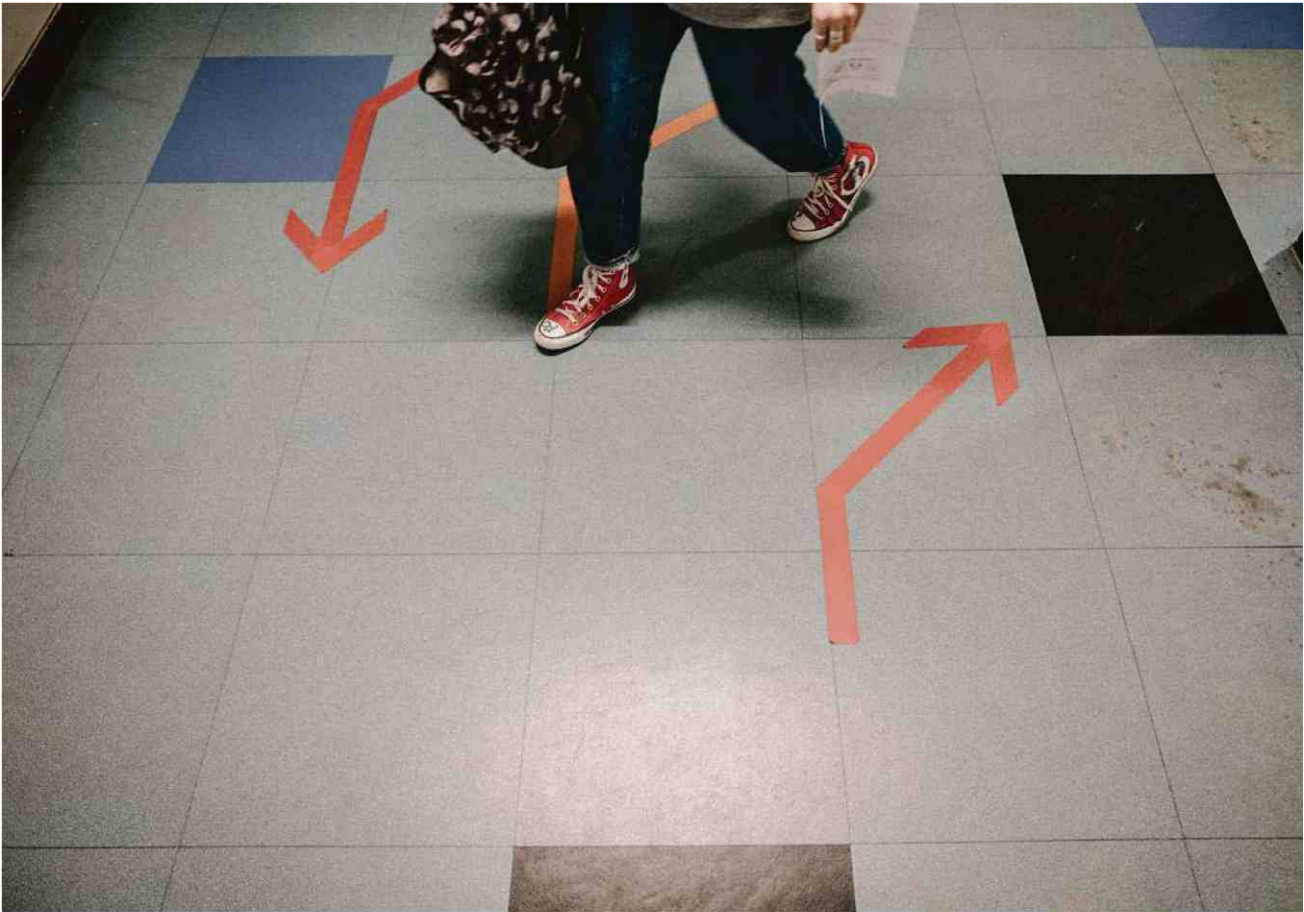
Une troisième semaine de vacances poserait notamment la question de la garde des enfants. Une contrainte pour des parents ayant déjà réservé des séjours ou organisé la garde avec la famille. D'autant plus que «tous les modes de garde sollicités habituellement sont remis en cause : les grands-parents, les colonies, les activités périscolaires», explique Sandra Hoibian, directrice du pôle société au Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Crédoc).

«**Continuité scolaire**». Plus qu'un calendrier des vacances modifié, le corps enseignant craint surtout une nouvelle fermeture des écoles. Une hypothèse «concevable en cas de nécessité absolue», a prévenu Blanquer di-



manche, tout en rappelant que «*l'école reste essentielle pour nos enfants*». «*Le premier confinement et la fermeture des écoles ont été catastrophiques pour les élèves les plus fragiles*», acquiesce l'enseignante bretonne citée plus haut. Les inégalités se sont creusées lors du premier confinement, comme l'ont observé de nombreux professeurs. «*La crainte majeure, c'est qu'on en arrive à la fermeture totale des écoles*, abonde Jean-Rémi Girard. *On souhaite tous éviter ça.*» «*La situation permet la continuité scolaire*», a assuré le ministre dans le *JDD* ce week-end. Suffisant pour rassurer ? Les jours à venir le diront.

VICTOR BOITEAU



Dans un lycée parisien, le 2 décembre. A deux semaines des vacances de février, les professeurs ont peur des annonces de dernière minute. PHOTO DENIS ALLARD